

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1985/NGO/7
29 juillet 1985

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
Trente-huitième session
Point 15 de l'ordre du jour

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE
ET DE DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION

Exposé écrit présenté par la Communauté internationale baha'ie,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)

La Communauté internationale baha'ie se félicite de l'attention accordée au cours des dernières années à la mise en oeuvre de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Nous approuvons sans réserve le rapport d'activité présenté par le Rapporteur spécial, Mme Odio Benito. Nous avons en outre la conviction profonde que les recommandations adoptées par le Séminaire des Nations Unies sur la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction, qui a eu lieu en décembre dernier, contribueraient notablement à assurer dans les faits la protection des droits en matière de religion, si elles étaient loyalement examinées et appliquées par la communauté internationale.

La communauté baha'ie estime que l'intolérance religieuse est due aux préjugés qu'engendrent le fanatisme et le dogmatisme religieux - parce que l'homme fait fi du message spirituel d'unité et d'amour universel qui est l'essence même de toute grande religion dans le monde. N'importe quel observateur impartial qui aurait assisté aux débats du Séminaire en aurait conclu que toute religion s'inspire des idéaux de paix, d'unité du genre humain et d'égalité des êtres humains et compte au nombre de ses préceptes fondamentaux le principe de la compréhension et de la tolérance en matière de religion. Il lui serait de plus apparu - et c'est une vue qui a été émise très souvent dans le cadre du Séminaire - que les différences entre les religions sont mineures et la plupart du temps artificielles. Les Baha'is sont convaincus que les préjugés religieux ne pourront être éliminés que si chaque individu apprend à reconnaître profondément, sincèrement l'unité essentielle des religions et l'identité organique du genre humain. De plus, c'est par le pouvoir salutaire de la religion elle-même, qui est la première à inculquer ces principes, qu'on peut le mieux combattre l'intolérance religieuse.

Pour toutes ces raisons, les Baha'is pensent que l'éducation tendant à favoriser une prise de conscience de la concordance entre les religions et de la complémentarité des relations humaines constitue le principal moyen de lutter contre les effets destructeurs de l'intolérance religieuse. Cela étant, nous accueillons avec satisfaction le paragraphe 6 de la résolution 1985/51 de la Commission des droits de l'homme, qui invite l'Université des Nations Unies et d'autres établissements universitaires et instituts de recherche à entreprendre des programmes et des études concernant la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect. Nous souhaiterions que les études demandées par la Commission comprennent notamment :

a) Une étude approfondie et de haut niveau du fonds commun des concepts spirituels que l'on retrouve dans toutes les sociétés humaines - qui toutes croient, par exemple, à l'existence d'un être supérieur à l'homme; à la dualité de la nature de l'homme, qui est à la fois corps et esprit; au précepte "Agis envers les autres comme tu voudrais qu'ils agissent envers toi".

b) Une bibliographie sur la tolérance religieuse, qui comprendrait des ouvrages sur la nature et les origines de l'intolérance religieuse, la nature des préjugés et les méthodes éducatives permettant de lutter contre les préjugés et d'encourager la tolérance. Certains de ces ouvrages pourraient figurer dans une liste du matériel pédagogique dont l'utilisation serait recommandée dans le cadre des programmes scolaires aux divers niveaux d'enseignement.

c) Un document résumant et analysant les programmes d'enseignement existants et les efforts faits pour lutter contre l'intolérance religieuse. Nous avons déjà émis l'opinion que l'UNESCO serait sans doute bien placée pour entreprendre la collecte et l'analyse des renseignements provenant des divers pays sur l'action pédagogique engagée dans ce domaine.

d) Une étude contenant des recommandations sur les diverses formes que l'éducation visant à lutter contre les préjugés religieux pourrait revêtir et les diverses dispositions que les gouvernements pourraient prendre en matière de programmes scolaires, de culture et de médias. Ce document pourrait s'inspirer par exemple des recommandations examinées au Congrès international sur l'enseignement des droits de l'homme, qui a eu lieu en 1978.

Toutes ces études, si elles sont menées à bien, devraient être rendues publiques et mises à la disposition des établissements d'enseignement, des organisations communautaires et des organisations religieuses à tous les niveaux.

Dans le domaine de la législation, des garanties constitutionnelles et des mesures administratives - dont nous estimons qu'elles constituent un complément important des activités en matière d'éducation - nous avons proposé précédemment qu'une étude soit consacrée à l'examen par le Comité des droits de l'homme des mesures prises par les Etats pour donner effet à leurs obligations en vertu de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette étude pourrait avoir pour objet d'identifier l'essentiel des garanties juridiques et des voies de recours qui devraient exister dans tous les pays pour la protection de la liberté de religion.

Estimant que des mesures d'ordre législatif sont indispensables, nous nous félicitons de la décision de la Commission qui, dans sa résolution 1985/51, prie le Secrétaire général d'établir un répertoire des lois et règlements nationaux concernant la liberté de religion ou de conviction. Nous estimons qu'une fois

publié, ce répertoire devrait être mis à la disposition des Etats, dans le cadre de l'action entreprise pour développer l'assistance juridique qui leur est fournie, sur demande, au titre du programme de services consultatifs.

Ayant formulé dans la présente communication un certain nombre de suggestions concernant les études qui pourraient être entreprises et l'assistance juridique qui pourrait être fournie aux Etats, nous tenons à souligner en conclusion que ces initiatives n'auront de valeur que dans la mesure où elles inciteront les gouvernements, les institutions religieuses, les organisations communautaires, les familles et les individus à reconnaître la réalité de l'unité des religions et de l'identité fondamentale de l'humanité et, à partir de cette réalité, à renoncer aux dissensions religieuses, à encourager la compréhension entre les religions et à assurer résolument la protection effective de la liberté de religion ou de conviction. Un changement radical d'attitude de la part des individus est le seul moyen de faire disparaître une fois pour toutes la ségrégation et les préjugés religieux qui sont artificiels, et d'instaurer la société fondée sur l'harmonie religieuse que nous appelons tous de nos vœux. Nous saisissons cette occasion pour réaffirmer que les communautés baha'ies du monde sont déterminées à réaliser ce changement capital et à soutenir les Nations Unies dans les efforts qu'elles déploient à cette fin.